

CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUIN 2020 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 10 juin 2020

L'an deux mille vingt , le huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - M. Bruno HABERKORN - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Sophie MOREAU donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER

En raison de la crise sanitaire relative au COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- Impossibilité pour le public d'être physiquement présent,
- Aménagement de la salle pour respecter les distanciations physiques entre les élus,
- Port du masque obligatoire,
- Retransmission de la séance en direct sur Internet, sur la page Facebook de la Ville de Chenôve.

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : Mme Brigitte POPARD.

Mme Brigitte POPARD procède à l'appel.

Adoption à la majorité du procès-verbal du Conseil municipal du 3 février 2020, avec deux abstentions (M. Philippe NEYRAUD et M. Philippe SINGER).

Les modalités du vote au scrutin secret des représentants au Conseil d'administration du C.C.A.S. n'ayant pas été comprises par MM. NEYRAUD et SINGER, une suspension de séance de cinq minutes est proposée par M. le Maire.

Après avoir présenté une liste unique à l'ensemble de l'assemblée délibérante, il est procédé à un second vote à scrutin secret.

Afin que l'opposition puisse siéger à la Commission d'Appel d'Offres, M. le Maire propose une liste unique dans laquelle M. Philippe NEYRAUD siège en tant que membre titulaire et M. Dominique MICHEL en tant que membre suppléant.

M. le Maire propose une modification de l'article 33 du projet de règlement intérieur du Conseil municipal, portant mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

1 - CRÉATION DE COMMISSIONS MUNICIPALES

Considérant l'élection du maire, par délibération n° DEL_2020_012A, et des adjoints, par délibération n° DEL_2020_014 du 25 mai 2020,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant que pour faciliter le travail de l'assemblée municipale, il apparaît nécessaire de procéder à la création de commissions municipales spécialisées dans les différents secteurs d'activité de la vie communale et qui seront appelées à travailler au sein du Conseil municipal,

Il est proposé au Conseil municipal de :

- créer trois commissions municipales,
- prévoir la règle selon laquelle chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- organiser les thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au maire, permettant ainsi la présence de trois adjoints dans chaque commission.

Vu l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à la création des trois commissions municipales suivantes :

- Commission Administration générale – Finances – Vie de la cité – Culture
- Commission Projets de ville – Transition écologique – Travaux
- Commission Solidarité – Éducation – Jeunesse et Sports

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

2 - DÉSIGNATION D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du Conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant la création des trois commissions municipales lors du Conseil municipal du 8 juin 2020,

Considérant que les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions ont été fixées :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permet la présence de trois adjoints dans chaque commission.

Il est proposé qu'un vice-président ou une vice-présidente soit élu(e) au sein de chaque commission lors de l'installation de ces dernières.

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

| COMMISSIONS MUNICIPALES | CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS |
|---|---|
| Administration générale – Finances - Vie de la cité – Culture | Maire, Président de droit Patrick AUDARD Ludovic RAILLARD Léo LACHAMBRE Lhoussaine MOURTADA Christine BUCHALET Sylvain BLANDIN Pascal KELLER Brigitte BERTHE Caroline CARLIER Nezha NANG-BEKALE Philippe NEYRAUD Dominique MICHEL |

| | |
|--|--|
| Projets de ville – Transition écologique – Travaux | Maire, Président de droit Brigitte POPARD Bruno HABERKORN Joëlle BOILEAU Martino AMODÉO Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE Marie-Thérèse BOUGE Anne VILLIER Mongi BAHRI Sophie MOREAU Philippe SINGER |
| Solidarité – Éducation – Jeunesse et Sports | Maire, Président de droit Christiane JACQUOT Nouredine ACHÉRIA Aziza AGLAGAL Jean-Marc FOMBARLET Yves-Marie BRUGNOT Hana WALIDI-ALAOUI Didier GIRARD Stéphanie DROUIN Saliha OUARTI Saliha M'PIAYI |

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

3 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) – ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – VOTE À BULLETIN SECRET

Aux termes de l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles, le Conseil d'administration d'un centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) comprend des membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le Conseil municipal ainsi que, en nombre égal, des membres nommés par le maire. L'article R.123-7 du même code vient préciser cette composition : il prévoit que le Conseil d'administration comprend en nombre égal au maximum huit membres élus et huit membres nommés.

Vu les articles L.123-6, R.123-7, R.123-8, R.123-10 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Le Conseil municipal du 25 mai 2020 a décidé de fixer ce nombre à 6 membres élus et 6 membres nommés par le Maire.

Vu la délibération n° DEL_2020_017, en date du 25 mai 2020, fixant à 12 le nombre d'administrateurs du C.C.A.S.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'élire à la représentation proportionnelle au scrutin secret de liste les six membres du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Chenôve :

- Mme Christiane JACQUOT,
- M. Didier GIRARD,
- M. Yves-Marie BRUGNOT,
- Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne,
- Mme Saliha OUARTI,
- M. Philippe SINGER.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
32 POUR
1 BLANC

4 - DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

- STRUCTURES INTERCOMMUNALES – ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

| ORGANISMES | TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|------------------------------|----------------------------|
| CLECT (COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES) <i>2 TITULAIRES 2 SUPPLÉANTS</i> | T. FALCONNET P. AUDARD | B. POPARD L. LACHAMBRE |
| SIPLASUD (SYNDICAT DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU DE SUD DIJONNAIS) <i>2 TITULAIRES 2 SUPPLÉANTS</i> | T. FALCONNET B. HABERKORN | L. LACHAMBRE M-T. BOUGÉ |
| SPLAAD (CONSEIL D'ADMINISTRATION) <i>2 TITULAIRES</i> | T. FALCONNET B. POPARD | |

| | | |
|---|-----------|--|
| SPLAAD (ASSEMBLÉE GÉNÉRALE) <i>1 TITULAIRE</i> | P. AUDARD | |
| SPLAAD (COMITÉ DE CONTRÔLE ET STRATÉGIQUE) <i>1 TITULAIRE</i> | P. AUDARD | |
| SPLAAD (COMMISSION D'APPEL D'OFFRES) <i>1 TITULAIRE</i> | P. AUDARD | |

- COMMISSIONS MIXTES VILLE/ASSOCIATIONS

| | | |
|--|--|--|
| COMITÉ DIRECTEUR DE L'OMS <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT</i> <i>4 TITULAIRES</i> | Maire, membre de droit, B. POPARD L. RAILLARD A. AGLAGAL J-M. FOMBARLET | |
| COMMISSION MIXTE VILLE – OMS <i>7 TITULAIRES</i> | T. FALCONNET B. POPARD C. JACQUOT L. RAILLARD A. AGLAGAL N. ACHERIA J-M. FOMBARLET | |
| COMMISSION MIXTE VILLE – CAF <i>4 TITULAIRES</i> | T. FALCONNET C. JACQUOT A. AGLAGAL S. BLANDIN | |
| COMMISSION MIXTE VILLE – MJC <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT</i> <i>7 TITULAIRES</i> | Maire, membre de droit, L. LACHAMBRE C. JACQUOT B. POPARD L. RAILLARD S. BLANDIN M-T. BOUGÉ L. MOURTADA | |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MJC <i>3 TITULAIRES</i> | T. FALCONNET L. LACHAMBRE L. RAILLARD | |

| | | |
|--|---|------------|
| COMMISSION MIXTE D'INSERTION PAR LE SPORT <i>MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 MEMBRE</i> | Maire ou B. POPARD N. ACHERIA | |
| RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES ÂÎNÉS <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i> | D. GIRARD | C. JACQUOT |
| CRÉATIV' <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i> | N. ACHERIA | M. BAHRI |

- AUTRES ORGANISMES

| | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------------|
| ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MISSION LOCALE <i>2 TITULAIRES 2 SUPPLÉANTS</i> | N. ACHERIA Y-M. BRUGNOT | H. WALIDI-ALAOU M. BAHRI |
| CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS (CENTRE DE GESTION) <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT 1 TITULAIRE</i> | Maire, membre de droit, B. POPARD | |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (CDAH) <i>1 TITULAIRE</i> | B. POPARD | |
| CORRESPONDANT DÉFENSE <i>1 MEMBRE</i> | J. BOILEAU | |

| | | |
|---|---|---|
| COMITÉ DE GESTION PARITAIRE DU CENTRE MEDICO SPORTIF <i>4 TITULAIRES 4 SUPPLÉANTS</i> | B. POPARD J-M. FOMBARLET D. GIRARD L. MOURTADA | N. NANG-BEKALE M. BAHRI C. CARLIER S. OUARTI |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MUSSP <i>MAIRE (MEMBRE INVITÉ) OU SON REPRÉSENTANT</i> | Maire, membre invité, ou D. GIRARD | |
| CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i> | D. GIRARD | A. VILLIER |

- CONSEIL D'ADMINISTRATION DES COLLÈGES ET LYCÉE

| | | |
|---|------------------------------|--|
| CONSEIL D'ADMINISTRATION COLLÈGE DU CHAPITRE <i>2 TITULAIRES</i> | A. AGLAGAL P. AUDARD | |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION COLLÈGE E. HERRIOT <i>1 TITULAIRE</i> | P. AUDARD | |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION LYCÉE PROFESSIONNEL ANTOINE <i>2 TITULAIRES</i> | N. ACHERIA N. NANG-BEKALE | |

- CONSEILS D'ÉCOLES

| | | |
|---|---|--|
| BOURDENIÈRES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL Y-M. BRUGNOT | |
|---|---|--|

| | | |
|--|---|--|
| BOURDENIÈRES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL S. MOREAU | |
| J.FERRY maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL J-M. FOMBARLET | |
| J.FERRY élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL H. WALIDI-ALAOUI | |
| GAMBETTA maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL C. BUCHALET | |
| GAMBETTA élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL C. CARLIER | |
| VIOLETTES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL M-T. BOUGÉ | |
| VIOLETTES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL N. NANG-BEKALE | |
| EN ST JACQUES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL B. BERTHE | |

| | | |
|---|---|--|
| EN ST JACQUES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL P. KELLER | |
| GRANDS CRUS maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL S. OUARTI | |
| GRANDS CRUS élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i> | Maire, ou A. AGLAGAL M-T. BOUGÉ | |

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les votes au sein du Conseil municipal peuvent s'organiser à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les votes relatifs à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres, il y a possibilité de procéder par un vote à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que la composition de la Commission d'appel d'offres reflète le pluralisme des différentes tendances au sein du Conseil municipal et est présidée de droit par le maire ou son représentant (désigné par arrêté du maire),

Considérant que l'article L.1411-5 auquel renvoie l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit la composition de la Commission d'appel d'offres comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. »

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à un vote à main levée pour l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres,

ARTICLE 2 : D'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste pour la Commission d'appel d'offres 5 membres titulaires et 5 membres suppléants (outre l'autorité habilitée à signer ou son représentant) :

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|--|
| Brigitte POPARD Joëlle BOILEAU Christiane JACQUOT Nouredine ACHERIA Philippe NEYRAUD | Martino AMODEO Jean-Marc FOMBARLET Caroline CARLIER Brigitte BERTHE Dominique MICHEL |

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

6 - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Les communes, dont la taille est supérieure ou égale à 1 000 habitants, doivent adopter leur règlement intérieur dans les six mois qui suivent l'installation de leur Conseil municipal.

Vu l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de Chenôve joint à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de Chenôve.

Afin d'être en conformité avec l'article L.2121-27 du Code général des collectivités territoriales, M. le Maire propose de modifier l'article 33 du projet de règlement intérieur, relatif à la mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux.

Il est ainsi proposé de supprimer dans les deux premiers alinéas de cet article la mention « sur proposition du président d'un groupe politique ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**7 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL ET DÉCISION PRISE EN VERTU DE L'ORDONNANCE N° 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
 Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
 Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,
 Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
 Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

Vu le tableau joint en annexe,

L'article 1 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 stipule que « le maire exerce, par délégation, les attributions mentionnées aux 1°, 2° et du 4° au 29° de l'article 2122-22 du code général des collectivités territoriales (.../...). Il procède à l'attribution des subventions aux associations et peut garantir les emprunts. »

« Le maire informe sans délai et par tout moyen les conseillers municipaux des décisions prises sur le fondement du premier alinéa du présent I dès leur entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du conseil municipal. »

Par un courriel en date du 17 avril 2020, Monsieur le Maire a transmis à l'ensemble des conseillers municipaux de la précédente mandature et les nouveaux élus issus du scrutin du 15 mars 2020, la décision n° DEC_2020_10 portant attribution des subventions aux associations avant le vote du budget primitif 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 20 h 20.



Thierry Falconnet
 Thierry FALCONNET